Fondation Jean Jaurès

EnvironnementInternational

« WASTE COLONIALISM » EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LES DOMMAGES COLLATÉRAUX DE LA FAST FASHION

Martin Mottais-Lion

23/06/2026

Quel est le véritable destin de nos vêtements usagés ? Faisons-nous une bonne action en les donnant ? Les vêtements collectés sont-ils portés à l'échelle locale ? Ces questions semblent minimisées par une grande partie de la population, obnubilée par la quête de nouveaux habits, aux prix toujours plus compétitifs. Pourtant, la production effrénée du secteur de la mode comporte des conséquences graves sur l'environnement et les sociétés, notamment dans des régions du monde ne contribuant pas – ou de façon marginale – à la *fast fashion*. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne en subissent les effets pervers, bien que ces importations de fripes soient vitales pour des millions d'individus.

La *fast fashion*, un reflet de nos sociétés ultraconsommatrices

En adéquation avec notre époque, marquée par un capitalisme exacerbé et une véritable culture de l'immédiateté, les industries du textile ont accru de manière significative leurs productions de vêtements. Chaque année, entre 100 et 150 milliards de nouveaux habits[1] sont vendus dans le monde, soit l'équivalent de 62 millions de tonnes[2]. En quatorze ans, la création de ces produits a doublé[3] et pourrait atteindre, d'ici 2030, 102 millions de tonnes[4]. Des chiffres démesurés qui questionnent à la fois les modes de production, mais aussi nos modes de consommation. Influencée par les réseaux sociaux et les tendances, la population mondiale est toujours en quête d'obtenir le dernier produit en vogue. Pourtant, si la production globale de nouveaux textiles s'arrêtait aujourd'hui, l'humanité entière posséderait une quantité de vêtements suffisante pour se vêtir jusqu'en 2100[5].

Un grand nombre des marques les plus populaires participent à cette production effrénée de nouveaux habits, qualifiée de *fast fashion* ou « mode éphémère ». Avec un renouvellement extrêmement rapide de leurs collections, ces enseignes proposent, en moyenne, 500 modèles

inédits par semaine dans leurs rayons[6], à bas coût. Ce phénomène de la mode « jetable », apparu dans les années 1990, comporte des problématiques sociales et environnementales graves. D'un côté, les conditions de travail au sein de ces entreprises ont été régulièrement remises en cause, tant pour les très faibles salaires proposés, les cadences infernales imposées aux ouvriers, que pour le travail illégal de mineurs[7]. En 2025, le groupe Shein, assimilé à l'ultra-*fast fashion*, a été accusé par ActionAide France et China Labor Watch d'« exploitation organisée[8] ». De l'autre côté, la confection d'un vêtement nécessite de multiples étapes – dont la culture des matières premières, la transformation des fibres, la teinture, la production de fibres synthétiques, les déchets textiles – qui polluent à la fois l'eau et les sols. Le secteur de la mode produit en moyenne 2% à 8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre ; il est également responsable de 9% des pertes annuelles de microplastiques dans l'océan[9].

La surproduction de vêtements entraîne inévitablement une dégradation plus rapide de ces derniers, conçus avec des matériaux de moins en moins bonne qualité. Par conséquent, la durée de vie des vêtements issus de la *fast*, voire de l'ultra-*fast fashion*, se réduit inexorablement. Avec une demande toujours plus élevée, le cercle vicieux de la « mode éphémère » s'auto-alimente, enfermant les producteurs et les consommateurs dans une logique de renouvellement chronique. Ce processus accentue le nombre d'habits usagés ou simplement démodés, dont les individus se délaissent de plus en plus promptement. Ainsi, le nombre d'habits jetés croît de manière importante, tout comme ceux donnés à des associations de collecte. Néanmoins, quel est le véritable avenir de ces produits ? Ces actes de « charité » sont-ils vraiment profitables à tous ? Comment alimentent-ils un marché de la seconde main à l'international ? Malgré leur inaction dans le secteur de la mode éphémère, de nombreux pays africains subissent les conséquences de la *fast fashion*, tout en étant dépendants de ces afflux de vêtements.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La seconde main : un secteur vital pour l'Afrique subsaharienne…

Hormis la production de coton, nécessaire à la fabrication de ces vêtements[10], l'implication des pays africains dans la *fast fashion* est marginale, voire inexistante. Pourtant, une part conséquente

de ces textiles, conçus majoritairement en Asie par des sociétés occidentales sous-traitantes, finit sa course sur le continent. En effet, le principe même de la mode éphémère incite les individus à consommer un vêtement comme un article jetable qui ne doit pas être réutilisé, puisque de nouveaux produits et modèles sont proposés chaque jour[11]. Par conséquent, et en raison de leurs dégradations rapides, un grand nombre d'entre eux sont donnés à des organisations de charité ou déposés dans des points de collecte municipaux. Au sein de ceux-ci, un premier tri est réalisé : 10% à 30% est revendu dans le pays comme articles de seconde main, le reste est racheté par des entreprises de recyclage et des commerçants du textile[12]. Ces derniers entament une nouvelle sélection : 5% à 10% sont définitivement jetés, une autre partie est « downcycled », soit transformée en produits de moindre qualité, tandis que la majorité est exportée en Europe de l'Est (25%), en Asie (25%) et en Afrique (50%)[13]. Selon un rapport de l'ONG Greenpeace Africa, environ 900 000 tonnes de vêtements usagés[14] auraient été importées sur le territoire subsaharien, en 2022. Le Bénin, le Ghana, le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda et la Tanzanie[15], notamment, comptent parmi les principaux marchés de la seconde main sur le continent. Dans le port de Mombasa, au Kenya, 500 conteneurs de *mitumba*[16] arrivent par mois, irriguant par la suite les pays voisins, dont l'Ouganda et la Tanzanie.

Ces importations de textiles sont au cœur de véritables écosystèmes locaux. Le commerce de la seconde main en Afrique subsaharienne ferait vivre plusieurs millions de personnes de manière directe et indirecte, dont deux millions uniquement au Kenya[17]. Envoyés par conteneurs, les ballots de vêtements qui sont reçus par les importateurs africains avoisinent les 55 kg chacun. Dès la réception effectuée, des commerçantes défilent devant les textiles compactés, distinguant, à travers le plastique, les lots les plus intéressants à acquérir[18]. Lorsque leur sélection est faite, elles demandent service à des femmes, parfois très jeunes (de 12 à 25 ans[19]), pour porter ces lourds paquets jusqu'à leur échoppe. Au Ghana, elles sont nommées *kayayei*[20]. Leurs revenus sont particulièrement faibles, ne touchant que 30 centimes par course. Par conséquent, elles vivent dans des conditions extrêmement précaires, campant le long des trottoirs ou louant une chambre dans le quartier bidonville d'Accra[21].

Une fois les vêtements arrivés sur les stands, les marchandes les trient avant de les mettre en vente. Au fur et à mesure des années, la qualité des produits s'est progressivement dégradée[22]. Pour sauver certaines pièces, des tailleurs et des couturiers mettent la main à la tâche, tandis que des teinturiers tentent de redonner vie à des jeans délavés. Malgré ces efforts, environ 40% des habits contenus dans les balles sont jetés. De fait, ces produits sont souvent trop abîmés, tâchés, ou ne conviennent simplement pas aux besoins et mœurs locaux[23]. Ce pourcentage représente près de 6 millions de vêtements pour le seul marché de Kantamanto[24], logé au cœur de la capitale ghanéenne, le plus grand marché africain de la seconde main.

Si ce secteur est vital pour une pléthore d'acteurs en Afrique subsaharienne – comprenant à la fois des courtiers, détaillants, grossistes, transporteurs, revendeurs, porteurs, propriétaires d'entrepôt ou encore cordonniers[25] –, celui-ci risque de devenir de plus en plus inégal. Certes, ce business peut devenir un modèle d'ascension sociale pour les importateurs, achetant toujours plus de textiles usagés venus d'Occident. Néanmoins, les commerçants des différents marchés ont de plus en plus de mal à dégager un bénéfice de leur activité. De fait, si le modèle de la *fast fashion* se perpétue, il existera un nombre toujours plus important de vêtements, mais d'une qualité toujours plus médiocre. Ainsi, les commerçantes ne pourront plus conserver leur emploi, faute de pouvoir vendre suffisamment pour subvenir à leurs besoins. Si elles disparaissent, cet écosystème subsaharien dépérira et laissera plusieurs millions de personnes sans rémunération. De plus, la majorité des consommateurs locaux privilégient ces produits à ceux fabriqués dans leurs pays, qu'ils jugent trop coûteux, bien que de meilleure facture[26]. Il est donc crucial que les entreprises de la *fast fashion* ralentissent le rythme, privilégiant l'aspect qualitatif plutôt que quantitatif. Surtout que, dans de nombreux pays africains, ces flux d'habits comportent une autre problématique particulièrement alarmante : la pollution textile.

… aux conséquences particulièrement polluantes

L'Afrique subsaharienne représente la destination finale majoritaire du circuit de la *fast fashion*. Du fait de la qualité médiocre des vêtements exportés vers une large partie du continent, près de 40% d'entre eux se retrouvent jetés. Face à un pareil afflux et faute de systèmes efficaces de gestion des déchets, ces habits finissent dans de grandes décharges à ciel ouvert, dont certaines sauvages, proches des quartiers précaires[27]. Celle de Dandora, à Nairobi, au Kenya, ainsi que celle de Kinywamwezi, à Dar es Salaam, principale ville portuaire de Tanzanie, croulent sous les détritus textiles. Au Ghana, le quartier bidonville de Old Madama, à Accra[28], est probablement le plus touché d'Afrique, amassant ces produits sous forme de petites collines. Quotidiennement, excepté le dimanche où la majorité des échoppes sont closes, la quasi-totalité des articles invendus sont emballés puis transportés par camion jusqu'à être déversés à cet endroit[29]. Parmi ces amas de vêtements grandissants, nombreux se sont écoulés dans la lagune Korle traversant le bidonville[30], faisant désormais office d'égouts en plein cœur du quartier, totalement bouchés[31]. Il en est de même sur les rives de la rivière Nairobi, dans la capitale éponyme. Composés principalement de fibres synthétiques issues du pétrole, ces vêtements libèrent des microparticules nocives pour l'environnement. Celles-ci peuvent facilement se retrouver dans l'eau bue par les populations locales, suscitant des préoccupations sanitaires.

Malgré la puanteur extrême, quelques individus travaillent dans les décharges. Dans celle de Dandora, à l'est de Nairobi, des collecteurs de déchets sont à la recherche de produits ayant une

certaine valeur, dont le plastique, le métal, le cuivre ou l'aluminium[32]. Lorsqu'ils en trouvent, ces « waste pickers » les revendent à des intermédiaires qui, entre autres, les recyclent. Dès lors, leur travail se retrouve indispensable, participant à la réduction du nombre de détritus et favorisant la « réintroduction de matériaux précieux [...] dans le cycle de production[33] ». Malgré leurs conditions de vie particulièrement précaires et une forte marginalisation sociale[34], leur contribution pallie en partie les insuffisances des systèmes publics de gestion des déchets. Toutefois, ils sont aussi les premiers exposés à la pollution causée majoritairement par les excès de la *fast fashion*.

Pour contribuer à la diminution de ces masses de vêtements, ces derniers sont parfois brûlés. Par conséquent, des nuages de fumée se propagent et touchent les populations riveraines, diffusant des polluants toxiques. Pour les collecteurs de déchets, ces petits feux peuvent leur permettre de se chauffer, ou même de cuisiner. Néanmoins, ils contribuent également à déclencher de nombreux problèmes de santé, dont l'asthme. Ces émanations touchent particulièrement les femmes, qui développent le plus souvent des douleurs à la poitrine[35]. La pauvreté des individus les plus exposés à la pollution textile les prive de consultation médicale, ce qui empire leur état de santé.

Les « oboroni wawu », littéralement « vêtements de l'homme blanc mort » en langue ga, encombrent également les mers et les plages. Celle de Jamestown, au Ghana, est un exemple concret des dégâts de la *fast fashion* sur le continent africain. En près de dix ans, les bandes de sable se sont vues recouvertes de vêtements de seconde main. Brassés par la mer, ces derniers se lient entre eux et forment des « tentacules de textiles[36] », particulièrement difficiles à extraire. Les autres sont emportés par les vagues et servent de nourriture à la faune marine. Dangereuse pour la santé des poissons, cette pollution l'est également pour l'homme. En effet, de nombreux pêcheurs travaillent pour alimenter les marchés des villes situées à proximité des côtes. Ces derniers sont confrontés à des difficultés croissantes dans l'exercice de leur métier : lorsqu'ils pêchent au filet, ils ramassent parfois plus de vêtements que de poissons[37], diminuant leurs profits. Ils ont également de plus en plus de mal à naviguer, leur moteur hors-bord s'emmêlant avec les textiles usagés[38]. Par ailleurs, les poissons qui ingèrent ces déchets voient leur espérance de vie diminuer, ce qui entraîne une raréfaction des ressources halieutiques. À mesure que la surproduction de la *fast fashion* augmente, la quantité de textiles rejetés dans les océans s'accroît, exposant indirectement les populations humaines, consommatrices de poissons, à des troubles sanitaires.

Considérée par les industries du Nord comme un « dépotoir[39] » ou une « soupape de décompression[40] », l'Afrique subsaharienne pâtit considérablement de la pollution textile. De fait, plus d'une dizaine de décharges légales ont dû être fermées en raison de leur surcharge. Par conséquent, les quartiers précaires se trouvent être les plus touchés par ces problématiques, les

amas de déchets s'accumulant largement à proximité de leurs lieux d'habitation. Pour pallier cette problématique, le continent dispose de nombreuses idées, à l'initiative des locaux.

Les initiatives locales, agents régulateurs de la *fast fashion* occidentale

Cette pollution textile, héritée des industries de la *fast fashion*, touche de nombreux individus en Afrique subsaharienne. Pour remédier à cette problématique, certains locaux font preuve de créativité en imaginant des solutions innovantes. Au Ghana, l'association The Revival souhaite donner une seconde vie aux vêtements jetés dans le marché de Katamento. Récupérant des produits jugés « irrécupérables[41] », les membres de l'association se chargent de les transformer en de nouvelles créations textiles, comprenant l'élaboration de tenues et d'œuvres d'art. Redonnant de la valeur à des articles considérés comme déchets, The Revival souhaite développer une véritable économie circulaire, faisant participer des artisans locaux ainsi que des étudiants ghanéens en mode[42]. De plus, leurs shootings photo au sein des décharges sauvages démontrent leur volonté d'alerter le grand public sur la situation environnementale à Accra.

Autre ONG présente à Katamento, la Or Fondation est à l'initiative de nombreux projets ayant pour objectif d'améliorer la situation à la fois écologique mais aussi sociétale du quartier. En collaboration avec le service de gestion des déchets de l'Assemblée métropolitaine d'Accra et d'autres groupes communautaires de nettoyage, l'association contribue à extraire des plages quelque 18 tonnes de textiles, chaque semaine. Ce travail de collecte est également présent au sein du marché, où une de leurs équipes s'attèle à récupérer et à trier les produits jetés. Leur engagement s'inscrit aussi dans l'amélioration des conditions de vie locales : recherche médicale sur les « porteuses de charge », programme de formations alternatives pour ces dernières, analyse scientifique sur la qualité des plages et des eaux, distribution de fonds d'aides pour les commerçants suite aux incendies de janvier 2025[43].

Bien que le Ghana soit le pays le plus touché par ces problématiques, les initiatives kényanes et tanzaniennes ne sont pas en reste. La marque Suave, dirigée par le jeune designer Mohamed Awale, propose une collection de sacs et de bagagerie créée à partir de matériaux locaux et de vêtements de seconde main, aux couleurs inspirées du marché de Gikomba[44]. L'association African Collect Textile, elle, souhaite transformer les déchets en une opportunité de création d'emplois. En installant des bornes de collecte à Nairobi, ainsi qu'à Lagos, au Nigéria, les vêtements récupérés sont soit redistribués directement, soit « upcyclés » et transformés en tapis, en jouets ou en sac à dos. Au total, l'action de l'ONG aurait généré plus de 200 emplois, participant de façon concrète à

une économie circulaire à l'échelle locale.

En Tanzanie, Anne Kiwia a fondé sa propre association pour renforcer l'indépendance des femmes dans le pays. Basée dans la ville portuaire de Dar Es Salaam, porte d'entrée aux vêtements usagés, elle et ses employés « upcyclent » des textiles récupérés dans le but de créer des bandeaux uniques, qui peuvent également être portés comme ceintures ou écharpes. Avec le slogan « Every Queen deserves a Crown » – « Toutes les reines méritent une couronne », en français –, Anna Kiwia emploie uniquement des femmes. Elle souhaite promouvoir la beauté et l'unité féminines à travers ses diverses créations.

Conclusion

Peut-on dire que le piège de la *fast fashion* s'est refermé sur l'Occident ? En produisant davantage de vêtements pour répondre à une demande croissante, les entreprises ont réalisé d'importants profits. Toutefois, ce processus comprend une limite majeure : les habits, de moins en moins bonne qualité, s'usent plus rapidement, faisant croître la quantité de déchets textiles. Les associations caritatives, récoltant les vêtements donnés, ont choisi de les vendre à des grossistes, des entreprises spécialisées ou des structures de recyclage[45]. Après avoir sélectionné et gardé les meilleurs articles, ces derniers exportent massivement vers les pays les plus défavorisés. Si ces afflux nourrissent de véritables écosystèmes dans certaines régions du monde, ces territoires en subissent aussi les conséquences. De fait, une grande partie des vêtements envoyés en Asie, en Europe de l'Est ou en Afrique sont jetés, puisque trop dégradés. Par conséquent, et manquant de services de gestion des déchets, les détritus s'accumulent dans des décharges, parfois sauvages et proches des zones d'habitations précaires. Les populations subissent la pollution ambiante, inhalant les vagues de fumée produite par les amas de textiles brûlés pour désencombrer les lieux. Ainsi, de nombreux États d'Afrique subsaharienne ont été assimilés à des « dépotoirs[46] », perpétuant une forme de domination du Nord sur le Sud[47]. Cette pratique nommée « waste colonialism » (« colonialisme des déchets » en français) s'appuie sur les inégalités structurelles existantes entre pays. La *fast fashion* et l'ultra-*fast fashion* se sont nourries de cette asymétrie pour poursuivre leur activité, en toute impunité. Bien que les initiatives locales se multiplient pour trouver des solutions, elles ne sont pas suffisantes pour endiguer un tel engrenage. Les pays subsahariens devraient imposer des réglementations face à ces afflux, à l'instar du Rwanda qui a augmenté ses droits de douane sur ces importations[48]. Néanmoins, les États africains ne devraient pas avoir à s'adapter ; ce sont les industries occidentales qui devraient remettre en cause leurs modes de production. Ces dernières sont pleinement conscientes du rôle joué par l'Afrique, régulatrice des excès de la mode jetable. Selon l'ONG Changing Markets, le continent incarne même une « composante essentielle » dans la déresponsabilisation des déchets par les grandes firmes.

L'Occident s'est donc extirpé du piège en déléguant ses déchets à des régions du monde plus pauvres. Pour remédier à ces dégâts sociaux et environnementaux croissants, notamment en Afrique subsaharienne, la *slow fashion* pourrait représenter une alternative plus durable. Elle requiert des modes de production plus responsables : une fabrication dans de bonnes conditions, avec de meilleurs matériaux issus de matières premières plus écologiques[49]. Cette mode ralentie maintiendrait en vie les grands marchés de la seconde main en Afrique, assurant des revenus stables aux commerçants. De meilleurs produits en quantité limitée réduiraient les déchets textiles sur le continent, allégeraient les décharges et garantiraient une amélioration environnementale et sanitaire significative. Toutefois, une telle transition suppose une remise en question profonde d'un modèle économique fondé sur la croissance des volumes et le renouvellement accéléré de la consommation, ce qui en limite aujourd'hui la portée.

1. « *Fast fashion* et *slow motion* : définitions et enjeux », Oxfam France, 7 juin 2024.
2. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
3. Ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement, « De l'ultra *fast fashion* à la mode durable », 7 mars 2024.
4. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
5. Catherine Dauriac, *Fashion, fake or not ?*, Paris, Tana, 2022.
6. Valentine Joubin, « Expliquez-nous la *fast fashion* », France Info, 14 mars 2024.
7. Dès les années 1990, l'entreprise Nike a été accusé d'exploiter des enfants dans ses usines sous-traitantes, en Asie.
8. Marie Maheux, « « Exploitation organisée » : Shein pointé du doigt pour les conditions de travail chez ses sous-traitants informels », France Inter, 31 juillet 2025.
9. « Fast fashion et slow motion : définitions et enjeux », Oxfam France, 7 juin 2024.
10. Sur le continent africain, 37 pays sur 54 produisent du coton.
11. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
12. Madeleine Cobbing, Sodfa Daaji, Mirjam Kopp et Viola Wohlgemuth, « Poisoned Gifts. From donations to the dumpsites: textiles waste disguised as second-hand clothes exported to East Africa », Greenpeace, 2022.
13. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
14. Greenpeace Africa, Gaia, Break Free From Plastic, « Drapped in injustice – unravelling the textile waste crisis in Africa », mai 2025.
15. Madeleine Cobbing, Sodfa Daaji, Mirjam Kopp et Viola Wohlgemuth, « Poisoned Gifts. From donations to the dumpsites: textiles waste disguised as second-hand clothes exported to East Africa », Greenpeace, 2022.
16. Vêtements de seconde main, en langue swahili.
17. Louise Audibert, « Le Kenya, destination finale de la *fast fashion*, est submergé par les vêtements de seconde main », *Le Monde*, 9 août 2025.
18. Elles ne sont pas autorisées à ouvrir les ballots pour prendre connaissance des vêtements.

19. Alessandra Brivio, « « Nous ne sommes pas des femmes sans espoir ». Attentes de liberté chez les porteuses (*kayayei*) au Ghana », *Cahiers d'études africaines*, n°257, 2025.
20. Ce terme est un mot hybride entre deux langues locales, l'haoussa et le ga. Il signifie littéralement « femmes porteuses de charges ».
21. Alessandra Brivio, article cité, 2025.
22. Jean Barrère, Nicolas Bertrand et Céline Marchand, « Le Ghana confronté au fléau de la pollution textile », France 24, 19 janvier 2022.
23. Madeleine Cobbing, Sodfa Daaji, Mirjam Kopp et Viola Wohlgemuth, « Poisoned Gifts. From donations to the dumpsites: textiles waste disguised as second-hand clothes exported to East Africa », Greenpeace, 2022.
24. Linton Besser, « Dead white man's clothes », ABC News, 11 août 2021.
25. Louise Audibert, « Le Kenya, destination finale de la *fast fashion*, est submergé par les vêtements de seconde main », *Le Monde*, 9 août 2025.
26. Sonia Le Gouriellec, *Afriques, idées reçues sur un territoire composite*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2025.
27. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
28. Benoît Mayer et Pierre Morel, « *Fast fashion* : comment nos vieux habits polluent les plages du Ghana », RTS, 22 septembre 2025.
29. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
30. Sam Quashie-Idun, « Fast Fashion, Slow Poison. The toxic textile crisis in Ghana », Greenpeace Africa, septembre 2024.
31. Benoît Mayer et Pierre Morel, « *Fast fashion* : comment nos vieux habits polluent les plages du Ghana », RTS, 22 septembre 2025.
32. Louise Audibert, « Le Kenya, destination finale de la fast fashion, est submergé par les vêtements de seconde main », *Le Monde*, 9 août 2025.
33. James Esson, Alpha Koroma et Rebecca Scott, *Informal waste pickers in Africa: social reproduction, marginalisation and sustainability*, Londres, Routledge, 2025.
34. Ibid.
35. Benoît Mayer et Pierre Morel, « Fast fashion : comment nos vieux habits polluent les plages du Ghana », RTS, 22 septembre 2025.
36. Ibid.
37. Giv Anquetil,« Victimes de la mode : au Ghana, la *fast fashion* pollue longtemps », France Inter, 24 août 2024.
38. James Mensah, *The Global South as a Wasteland for Global North's Fast Fashion*, Springfield, Science Publishing Group, 2023.
39. Sonia Le Gouriellec, *Afriques, idées reçues sur un territoire composite*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2025.
40. Félicité de Maupeou, « Les déchets textiles des pays du Nord étouffent ceux du Sud », *La Vie*, 21 avril 2023.
41. Marie de Vergès, « Le Ghana, poubelle de la « fast fashion » mondiale », *Le Monde*, 20 mai 2023.
42. Ibid.
43. Le soir du 1er janvier 2025, un grave incendie a frappé le marché de Katamento, brûlant un grand nombre d'échoppes. Un problème électrique serait l'élément déclencheur de celui-ci, bien que la piste criminelle ne soit pas exclue.
44. Madeleine Cobbing, Sodfa Daaji, Mirjam Kopp et Viola Wohlgemuth, « Poisoned Gifts. From donations to the dumpsites: textiles waste disguised as second-hand clothes exported to East Africa », Greenpeace, 2022.
45. La majeure partie des vêtements collectés sont vendus pour financer des œuvres caritatives, comme le financement de repas ou de logement.
46. Sonia Le Gouriellec, *Afriques, idées reçues sur un territoire composite*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2025.

47. Félicité de Maupeou, **«** Les déchets textiles des pays du Nord étouffent ceux du Sud **»**, *La Vie*, 21 avril 2023.
48. Sonia Le Gouriellec, *Afriques, idées reçues sur un territoire composite*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2025.
49. Marion Mesbah, « La *slow fashion* : un mode de production plus éthique et écologique », Marques de France, 6 novembre 2023.